

Sama Lukonde Kyenge, nouveau Premier ministre de la RDC

@rib News, 15/02/2021 Source AFP Le président congolais Félix Tshisekedi a nommé lundi Jean-Michel Sama Lukonde au poste de Premier ministre, pour conforter sa nouvelle majorité d'"Union sacrée" après avoir mis fin à la coalition qu'il formait au sommet de l'État avec son prédécesseur Joseph Kabila.

M. Sama Lukonde Kyenge, 43 ans, était jusqu'à présent directeur général de la société publique minière Gecam (Général des carrières et des mines), fleuron industriel du pays, poste auquel il avait été nommé par M. Tshisekedi en juin 2019. Originaire de la région minière du Katanga (Sud-Est), ancien ministre des Sports de Joseph Kabila, M. Sama Lukonde est un militant de l'Avenir du Congo (Aco), un petit parti politique qui a migré du camp de l'ancien gouverneur de l'ex-Katanga et riche homme d'affaires Moïse Katumbi vers celui de Tshisekedi depuis 2018. M. Katumbi qui s'est, à son tour rapproché ces derniers mois de M. Tshisekedi, a salué la nomination du nouveau Premier ministre: "Je lui souhaite plein succès dans ses lourdes charges, parmi lesquelles paix et sécurité pour tous les Congolais demeurent le défi majeur de l'action gouvernementale". Plus grand pays d'Afrique subsaharienne, à l'histoire politique agitée, la RDC est stabilisée dans sa partie orientale depuis près de trois décennies par les activités de plusieurs dizaines de groupes armés locaux et étrangers. Elle a connu sa première transition pacifique au sommet de l'État le 24 janvier 2019, lorsque l'ex-président Kabila a transmis le pouvoir à l'ancien opposant Félix Tshisekedi, proclamé vainqueur de la présidentielle controversée de décembre 2018. M. Tshisekedi a alors dirigé le pays en coalition avec les forces composant le Front commun pour le Congo (FCC) de M. Kabila, majoritaires au Parlement à l'issue de législatives organisées le même jour que la présidentielle. - "Renouvellement de la classe dirigeante" - En novembre dernier, le chef de l'État s'est efforcé de rallier une nouvelle majorité parlementaire - dite d'"Union sacrée" - en sa faveur, sur fond de menace de dissolution de l'Assemblée nationale, afin de mettre en œuvre sa politique de réformes soutenue par les États-Unis et l'Union européenne (UE). Au terme des "consultations" politiques qu'il a initiées, M. Tshisekedi a déclaré le 6 décembre la fin de la coalition qu'il formait avec le camp de son prédécesseur Kabila. Tous les proches de l'ancien président Kabila ont alors été écartés successivement de la tête des institutions politiques du pays, tandis qu'une bonne partie de la classe politique a quitté M. Kabila pour faire allégeance à M. Tshisekedi. Ainsi, après la destitution par l'Assemblée nationale de sa présidente pro-Kabila Jeanine Mabunda, le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba et le président du Sénat Alexis Thambwe ont été contraints à la démission par le camp du président Tshisekedi. Avec la nomination du nouveau Premier ministre, M. Tshisekedi, 57 ans, fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, a les mains libres pour appliquer son programme: lutter contre la corruption et la misère qui touche les deux-tiers de la population et ramener la paix dans l'Est du pays. Le nouveau Premier ministre a qualifié la question sécuritaire comme étant l'un des "domaines prioritaires, particulièrement dans l'Est de la République démocratique du Congo et dans le Katanga", après un entretien avec le chef de l'État. Riche région minière dans le sud-est, le Katanga est régulièrement secoué par des incursions d'hommes armés identifiés par les autorités comme des milices indépendantistes. La dernière attaque du genre a eu lieu dimanche à Lubumbashi, capitale provinciale et deuxième ville du pays, avec un bilan de onze morts dont six insurgés. Originaire de cette région tout comme le nouveau Premier ministre, l'ex-président Kabila s'y est replié depuis mi-décembre après que M. Tshisekedi a fait voler en éclat la coalition au pouvoir. La prochaine étape pour le chef de l'État demeure la formation du gouvernement d'"Union sacrée". Le nouveau Premier ministre a souhaité être la tête d'un exécutif "avec une plus grande participation de la jeunesse et une plus grande participation de la femme". "A travers cette nomination, il faut saluer la symbolique du renouvellement de la classe dirigeante", a réagi auprès de l'AFP Floribert Anzuluni, Coordonnateur du mouvement citoyen Filimbi.